

Les frères ennemis

Antagonismes entre grands planteurs et exportateurs de café sur la Costa Cuca (Guatemala)

Jean-Christian Tulet* et Charles-Edouard de Suremain**

Introduction

Le Guatemala est souvent présenté comme l'exemple du pays dominé par une oligarchie toute-puissante. Il ne saurait être question de prétendre le contraire. Il est même actuellement peu fréquent de rencontrer un pays dans lequel un groupe relativement réduit de grandes familles est en mesure de contrôler aussi étroitement l'ensemble de l'économie et une société à majorité indienne et paysanne. Toutefois, si l'oligarchie s'unifie en particulier dans la défense de cet « ordre social » global, elle se trouve par ailleurs profondément divisée par des conflits d'intérêts puissants, ceux-ci atteignant parfois des formes de violence extrêmes.

Il en est ainsi des relations entre grands planteurs et exportateurs de café dont l'histoire a un peu plus d'un siècle. Loin d'être « froide », l'histoire de ces relations est faite d'alliances et d'oppositions, de convergences et de divergences. Elle manifeste les intérêts contradictoires d'un groupe dont la désignation générique a trop longtemps masqué la profonde hétérogénéité.

Les antagonismes entre oligarques sont d'ailleurs d'autant plus forts que le café draine d'énormes quantités d'argent. Depuis le dernier tiers du 19^e siècle, il est le produit moteur de l'économie agricole d'exportation guatémaltèque et aussi le principal pourvoyeur du pays en devises. L'évolution d'une région particulière, la Costa Cuca, va ici nous servir de cadre d'étude. Mais les mutations qu'a connu la région depuis un siècle révèlent des dynamiques socio-économiques qui, loin d'être isolées, structurent le pays dans son ensemble.

La Costa Cuca : un système de plantations résolument caféier

Administrativement, la région de la Costa Cuca appartient au Quetzaltenango, département du sud-ouest du pays. Elle occupe le *municipio* de Colomba et une partie de ceux de Coatepeque (à l'est) et de Flores (au sud)¹. La Costa Cuca se situe sur le versant occidental, ou pacifique, de la Sierra Madre, la vaste chaîne de montagnes et de volcans qui traverse le pays d'est en ouest, et s'étend sur environ 250 km² (figure 1).

Par ailleurs, la Costa Cuca est à mi-chemin entre les hautes et les basses terres, à une quarantaine de km à l'est de la frontière mexicaine. Reliée par un réseau routier praticable en toute saison, la région compte une ville (Coatepeque) au développement commercial et démographique impressionnant. Depuis la colonisation de la zone par les planteurs de café vers 1860-70, de nombreux commerçants, banquiers, acheteurs-transformateurs de café et autres exportateurs y ont afflué. Pour une ville qui comptait environ 20 000 habitants en 1981, on dénombre une

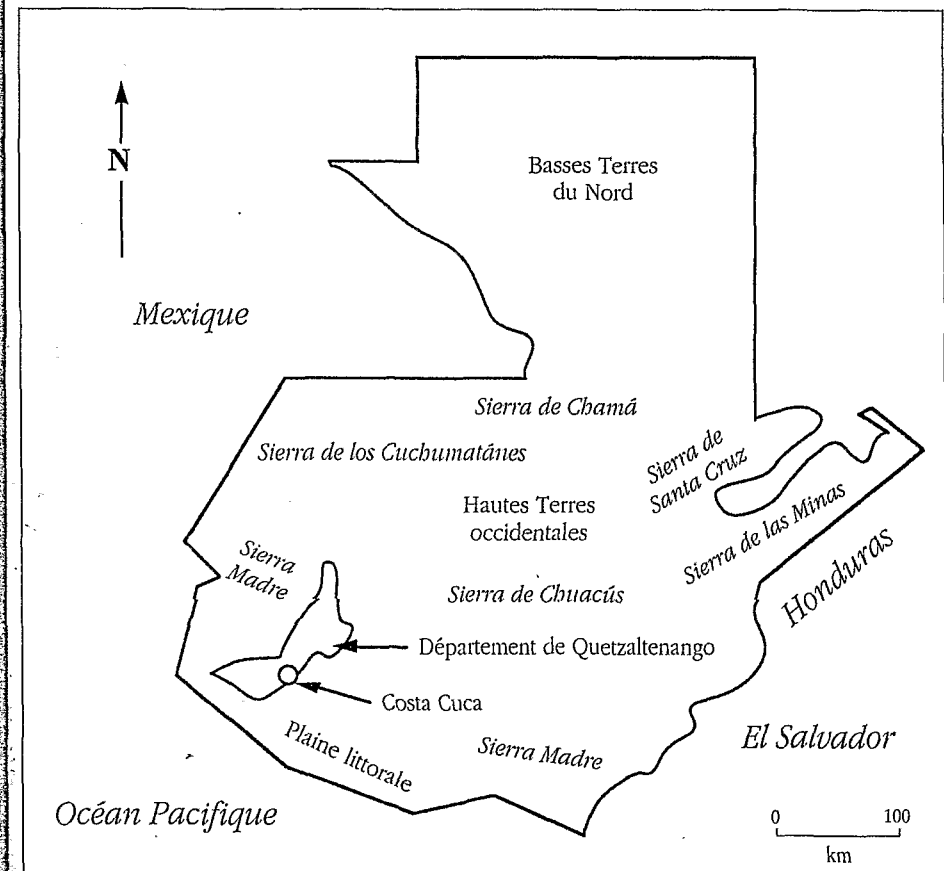


Figure 1 - Localisation de la Costa Cuca

¹ Le *municipio* est l'entité territoriale qui correspond à la commune. On en compte 325 au Guatemala répartis sur 22 départements.

* Géographe du GRAI-CNRS.

** ORSTOM, socio-anthropologue.

dizaine de banques et une vingtaine d'industriels (acheteurs et/ou transformateurs) de café.

L'intérêt manifesté par les différents acteurs s'explique par les conditions agricoles et sociales très avantageuses dans lesquelles le « grain d'or » peut être exploité sur la Costa Cuca. La région s'étend en effet de 800 m à 1 500 m d'altitude ; le climat qui y règne est de type tropical humide ; les précipitations se distribuent inégalement entre deux grandes périodes de l'année, l'hivernage (de juin à novembre) et l'été (de décembre à mai). L'alternance du régime des pluies ne provoque pas de sécheresse et il n'y a aucun risque de gel. Seul le vent provoque parfois des dommages dans les caféières d'altitude. Par ailleurs, la topographie de la région est assez marquée et les cours d'eau qui défilent entre les collines sont nombreux. Dans ce paysage, le café est omniprésent et les restes de forêt primaire se font de plus en plus rares. Il s'agit de plantations presque exclusivement sous ombrage, quoique les variétés soient toutes à haut rendement, dites de « soleil », car elle supportent la pluie, à l'inverse des variétés « traditionnelles ».

Sur la Costa Cuca, comme dans le reste du Guatemala, la culture du café est largement dominée par la grande plantation (*finca*) de 200 ha et plus, contrairement à ce qu'il advient dans la plupart des autres pays producteurs de café *arabica* du monde. Nous estimons à 120 le nombre de plantations de café comprises entre 37 ha et 1 100 ha sur la Costa Cuca. La superficie caféière de la région couvrant 15 000 ha (sur 25 000 ha au total), la superficie moyenne des plantations est donc de 125 ha. A l'ha, la production moyenne de café *oro* (766 kg) dans la région est légèrement supérieure à la moyenne nationale (760 kg). La produc-

tion régionale figure parmi les plus importantes du pays avec environ 11 500 tonnes de café déparché (*oro*) en 1987, soit plus de 6% de la production nationale totale. Comme les besoins en main-d'oeuvre sont très élevés, les *fincas* abritent de nombreuses familles réunies autour d'un ouvrier agricole, dit « permanent », qui, en plus d'un salaire, reçoit en usufruit une petite baraque de bois pour se loger (*ranchito*). Les villages de plantation (*rancherías*) sont situées au cœur des exploitations et regroupent souvent 500 à 1 000 personnes.

En général, les exploitations de la Costa Cuca sont moins vastes que celles des autres régions caféières du pays (Alta Verapaz, Santa Rosa et San Marcos par ordre d'importance décroissant). Avec 130 à 150 ha par exploitation, la Costa Cuca fait même figure de région de « moyennes » plantations dans le contexte guatémaltèque. Sur un total d'environ 120 *fincas*, un peu plus d'une centaine comptent entre 100 et 300 ha, si l'on exclut toutefois les parcelles des trois « communautés agraires » de la région².

Cette caractéristique foncière n'est pas sans conséquences sur le plan social. De fait, les *fincas* sont souvent l'unique source de revenu des planteurs de la Costa Cuca. Les *finqueros* de la région se montrent ainsi généralement plus entrepreneurs et « progressistes » que ceux pour lesquels la plantation n'est qu'un simple capital social. Il faut également souligner ici l'attachement affectif de ces « moyens » planteurs pour une terre léguée par leurs parents et qui leur confère un statut prestigieux, et envié, dans la société locale.

² Il s'agit de propriétés qui ont été expropriées à des planteurs allemands. Elles ont été ensuite redistribuées aux ouvriers agricoles qui y travaillaient pendant la seconde guerre mondiale et l'épisode de la « révolution guatémaltèque » (1944-1954).

Une autre caractéristique de la Costa Cuca est que le café y reste un « produit moteur ». Historiquement, son exploitation a toujours eu la priorité dans les stratégies de diversification agricole. La canne à sucre, la cardamome, le caoutchouc, le cacao et l'élevage n'ont en effet jamais supplanté le café, en dépit des fortes fluctuations qu'il a connu. C'est toujours par rapport à la culture du café que les planteurs ont limité l'extension de leurs débouchés secondaires successifs et c'est encore par rapport à lui qu'ils envisagent ceux à venir.

La production de café est donc importante dans la Costa Cuca, surtout dans le *municipio* de Colomba qui s'impose comme l'épicentre de la région. Malgré le faible degré de modernisation des *fincas*, Colomba se maintient dans le peloton de tête des *municipios* producteurs du pays depuis environ un siècle.

Mise en place et mutations successives de la caféiculture sur la Costa Cuca (1871-1989)

Un « système familial » de grandes plantations (1871-1935)

La prééminence du café et de l'ordre social qui en résulte n'est nullement le résultat d'une évolution progressive, mais bien celui d'une politique délibérée du gouvernement libéral de la fin du siècle dernier visant, d'emblée, à produire du café au moyen de propriétés privées moyennes ou grandes. En 1871, lorsque le gouvernement libéral ouvre la région par la vente de lots destinés à la production caféière, la Costa Cuca attire de nombreux colons en majorité Allemands, en plus de quelques Suisses, Belges, Espagnols, Anglais, Hollandais, Italiens et

Français. Dans l'ensemble, ces colons n'appartiennent pas à l'élite sociale, politique ou économique de leur pays d'origine. Mélange d'aventurier, d'agriculteur, de commerçant ou d'ancien soldat déserteur, ces planteurs se distinguent des autres caféiculteurs guatémaltèques qui, à l'époque, se recrutaient parmi les élites « créoles » politiques et militaires.

Les alliances entre les familles locales et étrangères (surtout allemandes) les plus riches se scellent pourtant peu à peu. Dès le début du siècle, l'influence régionale de quelques grands clans, dont les membres étendent sans cesse leurs propriétés, s'accroît. Sur la Costa Cuca, le cumul de la terre et du capital favorise l'apparition des premières « usines de transformation du café » (*beneficios*). Le matériel de ces usines provient des États-Unis, de France ou d'Angleterre où leurs propriétaires se rendent régulièrement.

Comme dans toute l'Amérique centrale, ces usines fonctionnent simultanément pour transformer la matière première, en maisons d'achat et en compagnies d'exportation. Au début du siècle, les usines de la Costa Cuca se comptent sur les doigts d'une seule main. Les clans les plus puissants se partagent ainsi l'achat et la transformation du café en imposant leurs conditions. Ils occupent le centre du paysage agricole, social et économique régional. A l'époque, la capitale du pays est à trois jours de cheval et il est pratiquement impossible d'échapper à ces filières familiales dominantes en acheminant le café en-dehors de la région.

La première guerre mondiale provoque une première transformation du système, sans toutefois le bouleverser. La fluctuation des cours du marché, la vente de quelques grandes propriétés à de grands commerçants et l'entrée des Américains dans le commerce du café sont les faits

marquants de cette époque. Dès lors, les Allemands ne sont plus les seuls à régner sur ce secteur de l'économie.

Mais c'est la grande crise économique de 1929, dont les effets sur le café se font sentir à partir de 1932, qui affecte le plus la région. De fait, la faillite des principales usines provoque la ruine de nombreux producteurs. Dans la région, une trentaine de planteurs surendettés, y compris des Allemands, vendent leurs exploitations. Dans ce contexte, le monopole industriel et commercial des « grandes familles » est sérieusement érodé. Certains *beneficios* ferment leurs portes tandis que d'autres passent aux mains de planteurs plus solides.

L'âge d'or des finqueros indépendants (1935-1960)

La remontée des cours du café dès 1940 permet à certains planteurs, et aux commerçants les plus puissants, de racheter les exploitations de leurs voisins endettés, d'installer leur propre usine et d'accroître la surface cultivée en café. Ce mouvement d'autonomisation des caféiculteurs en matière de transformation va prendre d'autant plus d'ampleur que, désormais, le matériel costaricien, beaucoup moins onéreux que le matériel européen ou américain, est disponible au Guatemala. C'est ainsi qu'une vingtaine de nouvelles usines apparaissent dans la région entre 1940 et 1945. C'est également l'époque où chaque plantation tente, avec plus ou moins de succès, de vendre par elle-même son café. Dans ce contexte, ce sont surtout les exploitations tenues par des Allemands qui s'en sortent le mieux, essentiellement à cause de l'importance de la colonie germanique dans le pays et des rapports étroits qui l'unit aux banques d'Outre-Rhin.

L'indépendance des producteurs se renforce avec la période de la « révolution d'octobre » comprise entre 1944 et 1954. La décennie voit en effet l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement réformiste, qualifié de « subversif » par les oligarques du pays, qui tente de stimuler la naissance d'un capitalisme moderne. Sur la Costa Cuca, les quelques tentatives de réformes sociales et agraires mises en place durant ces dix années vont immédiatement provoquer la réaction des producteurs. Quoique moins d'une dizaine d'entre eux aient été directement concernés par la réforme agraire, la plupart des propriétaires vont vendre des terres jusqu'alors inexploitées ou sous-exploitées (bois, pâtures), rationaliser la gestion de leur exploitation, augmenter leur production et améliorer sensiblement les conditions de vie et de travail de leurs ouvriers agricoles.

À la même époque, l'oligarchie allemande est en partie expropriée de ses terres au titre de « dommage de guerre », une mesure qui fait bien entendu l'affaire des concurrents américains et des autres européens. Néanmoins, une fois le « gouvernement révolutionnaire » renversé en 1954 par un coup d'État militaire appuyé par les États-Unis, on assiste à un retour en force progressif des Allemands dans l'économie caféière, tant au niveau de la production, du financement que de la commercialisation.

L'encadrement de l'économie caféière par l'Anacafé (1960-1989)

La caféiculture guatémaltèque des années 60 est marquée par la création de l'Association nationale du café (Anacafé), une institution semi-privée - ou semi-étatique - censée représenter tous les producteurs du pays. En principe, l'Anacafé se doit d'assister, au moins techniquement, les caféiculteurs grands ou petits.

L'Anacafé a un pouvoir énorme. Il lui revient en effet de contrôler l'affectation des parts de marché entre toutes les exploitations du pays. Chaque exploitant se doit ainsi de déclarer sa production s'il veut l'exporter dans les proportions qui lui sont dictées par l'Anacafé. Si le système des quotas, qui fonctionne jusque dans les années 70, a le mérite de stabiliser les prix de vente du produit à l'échelle nationale, il a le désavantage de favoriser les petits cercles de producteurs qui gravitent dans la haute administration de l'institution au détriment des petits planteurs isolés.

C'est ainsi que, peu à peu, l'Anacafé va former un véritable lobby où l'information circule au seul profit des grands caféiculteurs. Un véritable marché noir de quotes-parts voit alors le jour, certains exploitants n'hésitant pas à soudoyer des inspecteurs afin d'obtenir des parts de marché plus importantes. D'autres planteurs rachètent les quotes-parts de leurs voisins en difficulté. Ce trafic d'argent et d'influence fait bien entendu l'affaire des compagnies d'exportation de café. Non seulement celles-ci augmentent leurs bénéfices, mais, de surcroît, elles disposent désormais de puissants moyens de pression auprès de l'Anacafé pour pénaliser les planteurs qui tentent d'échapper à leur emprise.

La dépendance par la crise (1989-1994)

Le contrôle de l'argent du café par les grands exportateurs

En 1989, la rupture des accords internationaux du café provoque une crise importante (à la fois surproduction et chute des prix du produit) dans la caféiculture guatémaltèque, surtout dans les régions de moyennes plantations comme

la Costa Cuca. La crise révèle en effet toutes les faiblesses et les irrégularités d'un système foncier, agricole, social et financier suranné. Sans doute convient-il ici de souligner l'extrême dépendance des exploitations vis-à-vis du secteur bancaire.

Sur la Costa Cuca, mais cela semble être le cas dans d'autres régions caféières du pays, le problème principal des producteurs est donc l'accès au crédit. Ce problème, bien entendu, s'aggrave en période de crise, lorsque les coûts de production et d'entretien, incompressibles sous peine de mettre en cause la survie des caféiers beaucoup plus vulnérables que les variétés traditionnelles, deviennent supérieurs aux prix de vente. À titre indicatif, les planteurs estiment que la production d'un quintal de café *pergamino* revient à environ 300 Quetzales alors que, entre 1989 et 1994, le même quintal se vendait à 150 Quetzales (à taux de change égal). Pour surmonter leurs difficultés financières, les producteurs ont deux solutions : emprunter aux banques ou aux exportateurs de café. Mais, les contraintes de l'économie du café et la vigueur des relations de clientélisme sont telles que, en réalité, il semblerait que les producteurs de café n'aient pas vraiment la possibilité de « choisir » leur créancier.

À première vue, les taux d'intérêt consentis par les banques (20 à 25 %) sont plus intéressants que ceux des exportateurs (30 à 35 %). Il en est de même pour les garanties exigées : tandis que les banques se contentent de prendre une option sur la vente du produit, les exportateurs exigent une hypothèque sur les exploitations. Néanmoins, c'est là le cœur du problème, les planteurs continuent d'emprunter aux seconds plutôt qu'aux premiers. Et les raisons de ce choix sont

d'autant plus complexes à saisir que personne, des planteurs, des banquiers ou des exportateurs, n'ose véritablement en parler. Rappelons seulement que, au Guatemala, le secteur exportateur est dominé par quelques compagnies puissantes dont les principaux actionnaires sont allemands, ces derniers s'imposant en fait comme les « spécialistes historiques » de ce type de service depuis le dernier tiers du 19^e siècle³.

Tout d'abord, compte-tenu de la complexité du marché caféier, il est particulièrement risqué d'exporter son café lorsqu'on est un producteur isolé. La connaissance du marché requiert toute une logistique et l'assistance d'intermédiaires spécialisés qui suivent les cours de la bourse et en connaissent les mécanismes. Dans les conditions extrêmement spéculatives du marché, il est essentiel qu'un planteur sache s'attirer les faveurs de l'exportateur afin de pouvoir vendre son café dans les conditions les moins désavantageuses. D'où la nécessité, pour les producteurs, de fréquenter les cercles d'exportateurs dans les clubs de loisir de la capitale, d'assister aux réunions d'information organisées à l'Anacafé et de rendre régulièrement visite aux acheteurs.

Bien entendu, la dépendance du producteur vis-à-vis de l'exportateur s'accroît en période de crise. Il est ainsi fréquent que les planteurs vendent leur récolte de café sur pieds aux exportateurs pour faire face à leurs frais de gestion divers. Il s'agit alors d'obtenir une « avance » en argent permettant le fonctionnement de l'exploitation. C'est ainsi que, par ce moyen, les crédateurs peuvent faire des bénéficiaires

considérables. La très forte hausse des prix du café en 1994, par exemple, est survenue après que la plupart des caféiculteurs aient déjà vendu leur récolte à bas prix (ceux de l'année 1993-1994). Mais si plusieurs années de crise se suivent, il est clair que l'avance en argent peut se transformer en dette véritable.

Pour les producteurs, l'autre problème est que les compagnies d'exportation de café ont des actions dans les principales banques du pays (*Banco Agrícola, Banco Industrial, Banco del Occident*). Par ce moyen, les producteurs sont étroitement contrôlés par leurs crédateurs et n'ont pas vraiment la possibilité de leur échapper. C'est également à travers les banques que les grandes compagnies d'exportation contrôlent les petits exportateurs qui opèrent à l'échelle régionale. Ces derniers, qui ne peuvent pas travailler sans l'aval des banques et des grands exportateurs, ne peuvent donc pas être d'un grand secours pour les caféiculteurs.

Mais le mécanisme de l'endettement chez les planteurs emprunte parfois des voies plus complexes. Pendant toute la décennie 80, les exportateurs ont en effet consenti des prêts aux planteurs, à des taux particulièrement avantageux pour le pays (environ 20 %), afin qu'ils rénovent leurs caféières. Ce faisant, les grandes compagnies ont accéléré le processus de modernisation des exploitations de nouvelles variétés de café productives (*caturra, catuai*), et avec des plantations à haute densité, se sont substituées aux anciennes (*bourbon, typica*), les machines ont été remplacées, etc. Bien entendu, tous ces changements culturels et techniques étaient perçus par les producteurs comme le signe inéluctable de l'avancée du Progrès. Parallèlement, les exportateurs leurs ont également prêté de l'argent afin qu'ils se défassent d'une partie de

leur nombreuse main-d'oeuvre. Certains planteurs vont d'ailleurs jusqu'à dire que les crédits alloués à la modernisation des exploitations n'étaient versés qu'à la condition où une partie de l'argent soit destinée à l'éviction des familles d'ouvriers. Quoi qu'il en soit, pendant toutes ces années, leurs dettes se sont singulièrement accumulées tandis que les coûts de production n'ont cessé d'augmenter.

Cette politique a incontestablement permis à certains exploitants de s'enrichir, notamment entre 1986 et 1988 alors que les prix du café sont restés stables et élevés. Néanmoins, pour de nombreux planteurs, l'endettement est devenu insupportable dès 1989 lorsque les prix du café ont chuté. C'est ainsi que les exportateurs ont encore prêté de l'argent aux producteurs pour les « aider » à rembourser leurs dettes. Sur la Costa Cuca et dans les régions alentours, on estime à 55 le nombre de exploitations hypothéquées et, finalement, reprises par les grandes compagnies d'exportation entre 1989 et 1994.

Il serait certainement abusif d'affirmer que les exportateurs contraignent les planteurs à leur emprunter de l'argent. Néanmoins, compte-tenu des conditions d'insécurité du marché caféier et des coûts de production très élevés d'une plantation modernisée, il est clair que les caféiculteurs, surtout les « moyens », n'ont souvent

4 - En 1985-1986, une excellente année pour le marché du produit, les producteurs percevaient près de \$ 125 (environ 700 FF) par quintal de café *pergamino* vendu à l'exportateur (le quintal centraméricain pèse 46 kg). Au prix de l'époque, il recevait donc environ 15 FF par kg de café *pergamino* produit. Or, en moyenne, les caféiculteurs guatémaltèques produisaient 34 quintaux de café *pergamino* à l'ha et par an. Par là, leur recette se montait donc à près de \$ 4 250 soit à environ 23 375 FF. En déduisant les divers coûts de production, estimés à 4 000 FF par ha, la marge des planteurs de café est très importante (19 375 FF soit environ 12% de bénéfice). En 1989, en revanche, le prix d'achat du quintal chuta considérablement (\$ 54 soit 324 FF). Dès lors, les recettes à l'ha ne furent plus que d'environ 11 000 FF et les bénéfices de 7 000 FF - (de Suremain, à paraître).

guère d'autre choix pour conserver leur exploitation⁴.

Les finqueros victimes d'un complot ?

D'après les producteurs, le pouvoir des grands exportateurs allemands s'étend jusque dans la sphère politique. Ils sont ainsi convaincus que l'État guatémaltèque est l'un des outils grâce auquel le secteur des commerçants du café accroît son emprise sur le secteur des producteurs. Comme preuve des arrangements souterrains qui lient les exportateurs et la politique, les planteurs rappellent ce qui s'est passé en septembre 1991, alors que Vinicio Cerezo Arévalo allait laisser la présidence de la République à Jorge Serrano Elías.

Durant tout le mandat du Président Cerezo, la parité du Quetzal et du Dollar était restée fixe (\$1 pour 5,30 Quetzales). A la fin du mandat, en revanche, la parité passa de \$1 pour 5,87 Quetzales. Simultanément, le gouvernement décréta l'augmentation du salaire minimum agricole qui passa alors de 6 à 10 Quetzales. Or, juste après cette augmentation, il se trouve que les prix du café s'écroulèrent. Aussi, l'augmentation du salaire minimum et la chute des prix du café eut d'autant plus de conséquences que la cueillette venait à peine de s'achever et que les planteurs devaient rémunérer la plus grande partie de leurs ouvriers (arriérés de salaires, « primes » de cueillette et « gratifications » de fin d'année en même temps). C'est alors que, conformément à l'usage, la plupart des caféiculteurs empruntèrent de grandes sommes d'argent aux exportateurs à des taux d'intérêts qui augmentèrent d'ailleurs brutalement.

De manière générale, cet épisode confirme l'observation de Le Bot (1992 : 75) selon lequel « Dans la majorité des

3 Les premières plantations de café du Guatemala en Alta Verapaz étaient gérées par des administrateurs directement envoyés par les grandes maisons de commerce de Hambourg, contrairement aux autres colons européens beaucoup plus isolés. Sur ces caractéristiques, cf. Wagner R., *Los Alemanes en Guatemala*. Guatemala : Universidad Francisco Marroquín, 1991.

cas, les relations de (...) [l'oligarchie] avec l'Etat sont instrumentales, empreintes de hauteur et de méfiance » (Le Bot : 1992). A ceci près que, dans le cas qui nous intéresse, on constate que l'oligarchie est profondément scindée en au moins deux groupes. Les planteurs, en l'occurrence, se présentent comme les victimes d'une gigantesque manipulation politique orchestrée par le secteur exportateur et mise en pratique par le gouvernement Cerezo. Cette interprétation traduit assez fidèlement les tensions qui marquent les relations entre le groupe des producteurs, des exportateurs et des gouvernants. Chaque groupe, en réalité, souhaite utiliser les autres pour défendre, ou accroître, ses propres intérêts⁵.

D'après les planteurs, les exportateurs sont prêts à tout pour s'implanter dans les meilleures régions caféières, sur la Costa Cuca en particulier, et contrôler progressivement l'ensemble de la filière du café. A la stratégie de contrôle verticale, succèderait donc une stratégie de contrôle horizontale qui devrait déboucher sur un véritable monopole. Le moyen de cette stratégie serait donc de provoquer l'endettement des plantations en jouant à la fois sur les fluctuations du marché du café et l'échiquier politique. Reste à savoir comment les exploitants et éventuellement l'Etat, vont réagir face à ce qu'ils appellent cette attaque en règle.

5 La réalité, bien entendu, est fort complexe. Nous traitons plus longuement ce problème à la fin de notre ouvrage (De Suremain, à paraître).

6 Au Guatemala, on appelle « non-traditionnelles » toutes les cultures à l'exception du café, du coton, de la canne à sucre, de la cardamome ou du cacao, c'est-à-dire les principaux produits d'exportation.

7 Les caféiculteurs citent souvent l'exemple de l'organisation du café colombienne qui soutient les producteurs dans leurs tentatives de diversification agricole.

Sauver la finca coûte que coûte

Des stratégies agricoles complémentaires

Pour parvenir à une situation financière plus saine et moins dépendante des financements extérieurs, certains planteurs de la Costa Cuca tentent de développer des activités agricoles complémentaires, dites « non-traditionnelles », à la culture du café dans le cadre de l'exploitation⁶.

La diversification culturale n'est cependant pas un fait nouveau. Déjà, lors de la colonisation de la région au 19^e siècle, les autorités politiques incitaient les agriculteurs à cultiver d'autres produits que le café (quinine, thé, canne à sucre). Jusqu'au milieu du 20^e siècle, les planteurs entretenaient des pâtures destinées aux animaux de traits à la production laitière. Toutefois, ces activités ne se sont jamais imposées au café. Il est vrai qu'elles étaient surtout destinées à compléter en nourriture le salaire des ouvriers et à faire fonctionner les plantations (animaux de trait). Il ne s'agissait donc pas encore de débouchés économiques complémentaires à la culture du café.

La nécessité de trouver des cultures alternatives réelles à la culture du café fait encore actuellement l'objet d'une promotion timide de la part de l'Anacafé. Le plus souvent, ce sont les planteurs eux-mêmes qui doivent rechercher des marchés, expérimenter des cultures et assurer la commercialisation des produits. Pour certains producteurs, l'inertie de l'Anacafé en ce domaine est calculée. En ne fournissant aucun type d'assistance technique ou financière en-dehors du café, l'institution maintiendrait volontairement les planteurs dans une relation de dépendance quasi-abolue vis-à-vis des exportateurs⁷.

L'épisode de la cardamome est, à cet égard, révélateur du type d'initiative prise par les planteurs. Entre 1970 et 1985, quelques producteurs de la région ont semé de la cardamome dans des proportions parfois importantes (de 10 à 40 % de la surface des exploitations)⁸. Néanmoins, une fois passée la période d'essor, le marché connut une forte récession et fut brusquement abandonné. Lorsque les conditions écologiques et topographiques le permettent, les planteurs plantent des macadamias, un arbre qui produit des noix du même nom. Il en est de même pour les variétés de bambou utilisables pour faire des meubles ou pour le sésame dont on extrait de l'huile. Ces nouveaux débouchés, plus stables que la cardamome, ne concernent cependant qu'une minorité de plantations. Plus rares encore sont les planteurs qui cultivent des « produits alimentaires de base » (maïs, haricot, courge) dans les caféières ou sur des parcelles spécifiques. Pourtant, le rendement de ces produits est très élevée sur la Costa Cuca (deux récoltes par an) et le marché prometteur. Actuellement, le Guatemala est même obligé d'importer ces denrées pour satisfaire les nécessités de la population. Sans doute faut-il souligner ici le fait que, dans l'esprit des planteurs, les caféières sont du côté du « progrès » et les produits alimentaires de base du côté de l'« archaïsme », d'où ce désintérêt.

Les planteurs les plus entreprenants et qui ont traversé la crise du café envisagent dès à présent d'organiser leur exploitation de manière différente. Ils souhaitent

8 Entre 1975 et 1985, environ 10 % de la superficie des fincas de la Costa Cuca a été allouée à la culture de la nouvelle plante, soit près de 1 800 ha pour toute la région (De Suremain, 1992).

9 Nous estimons à environ 3 000 FF le coût d'entretien moyen d'un ha de cardamome. Mais il faut compter avec l'immobilisation du capital pendant plusieurs années avant de recueillir des bénéfices.

intensifier la culture du café dans les meilleures zones de leur plantation et expérimenter de nouvelles cultures dans les zones plus marginales. Le café, en fait, resterait « le coeur » de la plantation, tandis que les rendements d'autres cultures permettraient de stabiliser la situation financière en cas de crise. Mais cette politique, une fois encore, requiert des investissements que la plupart des « moyens » planteurs de la Costa Cuca n'ont pas, ou n'ont plus, à l'heure actuelle⁹. Après quatre années de crise, l'endettement des planteurs est lourd et, parfois, insurmontable.

L'interventionnisme modérée de l'Anacafé

Les récents développements du marché du café laissent pourtant entrevoir des jours meilleurs pour les caféiculteurs. La hausse subite des prix, 150 à 800 Quetzales le quintal de café *pergamino*, devrait en effet permettre aux planteurs pas trop endettés, et qui n'ont pas vendu leur cueillette de manière anticipée, de s'en sortir. Cette situation, liée en partie mais pas seulement au double effet de la sécheresse et des gelées qui ont détruit les caféières brésiliennes, a été perçue comme un véritable miracle par les producteurs guatémaltèques.

Pour les producteurs fortement endettés, il existe également une nouvelle alternative, assez inattendue. Il semblerait en effet que l'Anacafé ait réagi face à la grave situation financière d'un grand nombre de fincas du pays. A l'aide du gouvernement, l'institution propose aux planteurs de se porter garant pour le rachat du crédit qu'ils ont accumulé auprès des grandes compagnies d'exportation de café. Dans un premier temps, il revient aux caféiculteurs de trouver une banque qui accepte de plaider en leur

faveur auprès de l'Anacafé et de payer les dettes. Des inspecteurs, des financiers - et parfois des agronomes - viennent alors visiter les exploitations afin d'évaluer leur situation financière et productive. Une fois le dossier accepté par la banque et l'Anacafé, il s'agit de lever l'embargo sur les propriétés après une longue procédure judiciaire. Enfin, les planteurs doivent s'acquitter de leurs dettes auprès des banques et de l'Anacafé qui, au passage, prend 1 % de commission pour son intervention. L'avantage de la procédure est que le nouveau crédit est calculé en dollars et à un taux d'intérêt raisonnable pour le pays, soit 12 % (en comptant la commission de l'Anacafé). Surtout, les planteurs demeurent les seuls propriétaires et les seuls maîtres de leur exploitation.

Il faut cependant souligner le fait que, avant de pouvoir bénéficier de ce crédit, les embûches sont nombreuses. La politique du gouvernement et de l'Anacafé, ne fait pas l'affaire des grands exportateurs. Freinés dans leur stratégie d'expansion horizontale, ces derniers sont parfois prêts à recourir aux moyens les plus suspects pour sauvegarder leur mise. Indépendamment des irrégularités qui apparaissent au niveau du déroulement des procédures financières et juridiques, il faut rappeler que les exportateurs sont également actionnaires des principales banques du pays. Dans ces conditions, la marge de manœuvre des planteurs est extrêmement étroite et leurs efforts ne

sont pas systématiquement couronnés de succès.

Actuellement, un lourd climat de suspicion règne sur la Costa Cuca. Parler d'argent avec un planteur est particulièrement délicat. Celui qui évoque ce sujet n'est-il pas un indicateur pour le compte de l'exportateur ? Ne va-t-il pas divulguer des informations qui lui permettront de mieux s'ingérer dans les affaires de l'exploitation ? Tous les moyens sont bons pour brouiller les pistes, les producteurs font courir des fausses rumeurs et emploient parfois des indicateurs dans les agences des exportateurs et dans les banques. Il n'est d'ailleurs pas nécessaire de rester bien longtemps dans cette région pour sentir l'atmosphère pesante régnant sur les lieux : défiance permanente contre tout, échos de violences subies et parfois même de meurtres. Dans ces conditions, l'ambiance entre planteurs ne saurait pas non plus être bonne, car personne ne sait réellement « qui est qui » et « qui pense quoi ». Lors des rares « sessions de travail » organisées par les planteurs, les problèmes du marché du café, de l'inefficacité de l'État et du ministre de l'agriculture ou de la hausse des coûts de production sont abordés, mais ceux du crédit, de l'endettement et de la coercition commerciale restent toujours occultés. Tacitement, les planteurs respectent la loi du silence, ayant trop peur qu'un des leurs ne travaille secrètement pour « l'autre camp ».

Conclusion

Tout au long du siècle, le pouvoir économique dans le secteur caféier a donc été maintenu par ceux ayant l'accès ou contrôlant l'exportation. C'est ainsi que de nombreux antagonismes ont éclaté entre le groupe des finqueros et des exportateurs. Dans une première période, ce sont les

propres producteurs, les plus puissants, qui exercent cette fonction et qui imposent ainsi leur suprématie. Mais ce monopole est progressivement démantelé avec, d'une part, la construction de beneficios qui permet aux finqueros d'obtenir la possibilité de transformer eux-mêmes leur produit. D'autre part, l'exportation devient une activité autonome, contrôlée en particulier par les caféiculteurs allemands expropriés de leur terre. Actuellement, à partir de cette position stratégique, les exportateurs tentent de réinvestir dans la sphère productive, conformément à la stratégie qui fut la leur lors de la colonisation caféière au 19^e siècle. Ce qui signifie que des groupes qui apparaissent aujourd'hui relativement autonomes, et en tout cas antagoniques, ont parfois été alliés et n'ont même formé qu'un seul groupe.

Il semble que, jusqu'à présent, le groupe des planteurs ait été plus étudié que celui des exportateurs. Il est vrai que le premier a toujours fait parler de lui et, surtout, qu'il continue à posséder la terre, en dépit des difficultés rencontrées par un grand nombre de ses membres. De ce fait, les finqueros sont portés responsables de tous les maux de la société. Aux yeux du plus grand nombre, ils représentent incontestablement la version contemporaine de l'hacendado colonial.

Néanmoins, l'analyse qui précède montre que la situation est moins simple qu'elle n'y paraît. L'oligarchie guatémaltèque n'est pas un groupe socio-ethnique, culturel, économique et même politique homogène. Certes, l'oligarchie se distingue par sa puissance économique. Mais elle est traversée par de profonds clivages où s'entremêlent des pratiques, des représentations et des intérêts différents. Bien entendu, ces conflits n'excluent pas des similarités entre le groupe des exportateurs et des finqueros, notamment dans la représentation que les acteurs se font de la « chose publique ». Pour les uns et les autres, la politique, et les hommes politiques en particulier, est un moyen pour défendre des intérêts économiques considérés comme essentiels. Et c'est sans doute cette vision « instrumentaliste » de la politique, des rapports sociaux et de la société en général qui caractérise le plus profondément l'oligarchie au-delà des clivages qui la divisent.

Bibliographie

LE BOT Y., 1992. La guerre en terre maya. Communauté, violence et modernité au Guatemala (1970-1992). Paris : Karthala.

SUREMAIN C-E (de), 1993. Entre la "tradition" et la "situation". Les causes socio-politiques de l'abandon de la culture de la cardamome dans une région

de plantations caféières du Guatemala. In : Sistemas de producción y desarrollo agrícola (H. Navarro, J.-P. Colin, P. Milleville ed.). México : ORSTOM I CONACYT I CP.

WAGNER R., 1991. Los Alemanes en Guatemala. Guatemala : Universidad Fransisco Marroquin.

Résumé

Les relations entre grands planteurs et exportateurs de café de l'oligarchie guatémaltèque manifestent des intérêts contradictoires, le café étant le produit moteur de l'économie agricole d'exportation et le principal pourvoyeur du pays en devises.

Les mutations qu'a connues la région depuis un siècle révèlent des dynamiques socio-économiques qui loin d'être isolées structurent le pays.

*En savoir plus***Dix ans après,
LE CADEF et le CIEPAC**

Diffusion : Ciepac,
663 Av de la Pompignone,
34170 Castelnau-le-lesz - France
Tél : 04.67.79.60.11 - Fax 04.67.72.99.76

Le CADEF et le CIEPAC viennent de réaliser un film-vidéo intitulé le CADEF dix ans après, qui retrace l'itinéraire de cette organisation paysanne casamancaise. Cette histoire retracée par les acteurs eux-mêmes, évoque les conditions qui ont conduit à l'émergence de l'organisation, les défis auxquels étaient confrontés les paysans de la région et les démarches mises en oeuvre par l'organisation pour tenter de lever progressivement les principales contraintes. Ce film est particulièrement illustratif des débats internes à la société locale et du rôle que joue l'organisation paysanne dans la gestion du changement social. Ce témoignage est riche d'enseignements pour tous ceux qui sont impliqués dans la construction des mouvements paysans en Afrique.

**Recherches-système en agriculture
et développement rural
Symposium international**

Montpellier,
France - 21-25 novembre 1994
Diffusion : CIRAD-SAR - ISBN : 2-87614-250-3
Prix : 200 F

Les mutations des agricultures à travers le monde, les évolutions de leurs contextes socio-économiques depuis quelques décennies sont considérables et très probablement, nous entrons dans une ère de changement et d'incertitude permanents : il n'est plus possible de penser l'agriculture sans la resituer dans le développement rural et celui-ci dans le développement global. Ces constata-

tions, aujourd'hui largement admises, impliquent de repenser les outils méthodologiques disponibles pour l'analyse, le diagnostic et l'action. Parmi ceux-ci, les démarches « systémiques » ont progressivement acquis une place privilégiée. Quelle est la valeur actuelle de ces démarches ? A quelles conditions ces outils peuvent-ils conserver leur valeur dans la situation mondiale très évolutive d'aujourd'hui ? En effet, les travaux menés dans diverses disciplines impliquées dans les questions de développement soulignent l'importance des approches dynamiques et, plus généralement, la nécessité d'une meilleure prise en compte du temps, des anticipations des acteurs et des interrelations entre les systèmes et leurs environnements, naturel et socio-économique. Pour traiter de ces questions, le symposium a été organisé en conférences plénières et en sept ateliers, qui permettent d'aborder plusieurs des champs qui posent question aujourd'hui.

**Agriculture africaine et traction
animale**

Gérard Le Thiec (coord.)
CIRAD, CTA, Ministère de la coopération
Diffusion : CIRAD-SAR
ISBN 2-87614-240-6
Prix : 220 F

Agriculture africaine et traction animale est un guide à l'usage des agents de développement des régions intertropicales d'Afrique pour le conseil et la formation des agriculteurs en matière d'utilisation de la traction animale. Son originalité, par rapport à d'autres ouvrages plus anciens qui donnaient la priorité aux aspects techniques, réside dans l'intégration de la mécanisation à traction animale dans le système de production. Dans un monde agricole en restructuration où les tâches d'encadrement et de gestion de projets laissent la place aux activités de conseil, cet ouvrage aidera le paysan à choisir en